Communiqué du Maire, Michel LEBOUC

Magnanville, le 9 février 2023

Maison d'arrêt : avancées du groupe de travail mené par les élus

Avec les élus du territoire, maires et parlementaires, nous avons constitué un groupe de travail pour proposer des alternatives au projet de construction d'une maison d'arrêt à Magnanville. Notre objectif étant de travailler pour trouver des solutions avec un moindre impact sur les communes et leurs populations.

L'accord de l'État pour l'étude de sites alternatifs

Le troisième comité de pilotage, mené par l'État en lien avec l'APIJ (l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice), concernant le projet pénitentiaire sur la commune de Magnanville, a eu lieu le vendredi 18 novembre à la Préfecture des Yvelines.

Suite à cette réunion, Monsieur le Préfet a pris en compte ma proposition et a mandaté les élus et parlementaires du territoire sous l'égide du sous-Préfet de Mantes-la-Jolie de trouver des sites alternatifs. Il m'a laissé ainsi qu'à l'ensemble des élus intéressés jusqu'à la fin du mois de décembre 2022 pour effectuer des contre-propositions d'implantation du site de la future maison d'arrêt.

La concertation avec les élus du territoire

J'ai accepté cette proposition avec le soutien d'autres élus partant du principe que si nous avions travaillé en amont de cette façon, nous aurions évité toutes les crispations sur ce dossier. Car en tant qu'élus de proximité, nous sommes ceux qui connaissons le mieux notre territoire, ses atouts et ses contraintes.

Ainsi, nous avons monté un groupe de travail avec les élus, maires et parlementaires du territoire, pour étudier des sites alternatifs en considérant l'ensemble des critères du cahier des charges édicté par l'APIJ et donc par l'État : caractéristiques physiques des sites, desserte, urbanisme… Nous avons rendu notre copie, dans les délais impartis, en proposant 4 sites alternatifs, tous situés sur des friches industrielles. Par souci d'objectivité, nous avons également étudié le site de Magnanville dont la conclusion confirme qu'il apparait comme le moins pertinent.

Pour le moment, nous n'avons pas eu le retour de l'État sur les travaux que nous avons menés concernant ces différents sites. Dès que nous aurons ce retour, nous tiendrons une réunion publique avec les élus engagés afin de vous présenter la meilleure hypothèse pour notre territoire.